



europe.regionpaca.fr



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



FICHE OPÉRATION CIRP POIA

N° opération :	PA0005495
Bénéficiaire :	25840234600013 SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DU LUBERON
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale

N° SIRET :	25840234600013
Raison sociale :	SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DU LUBERON
Adresse :	84400 APT

Bénéficiaire Ultime / Personne Morale

N° SIRET :	24040044000014
Raison sociale :	Communauté de communes Pays de Forcalquier Montagne de Lure
Adresse :	04300 Forcalquier

Bénéficiaire Ultime / Personne Morale

N° SIRET :	20004062400013
Raison sociale :	Communauté de communes Pays d'Apt Lubéron
Adresse :	84400 APT

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme opérationnel Interrégional FEDER du Massif des Alpes 2014-2020
Codification :	AP01 - Axe prioritaire : Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de montagne / OT06 - Objectif thématique : Préserver et protéger l'environnement et encourager l'utilisation efficace des ressources / PI06c - Priorité d'investissement : Conserver, protéger, favoriser et développer le patrimoine naturel et culturel / AP01-OT06-PI06c-OS1 - Objectif spécifique : Accroître la découverte estivale du massif par la valorisation du patrimoine naturel et culturel

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Dispositif technique d'animation de l'espace valléen Luberon Lure
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	TERRITOIRE ESPACE VALLEEN LUBERON LURE
Zone(s) :	
Type	Libellé
Département INSEE	Bouches-du-Rhône
Département INSEE	Alpes-de-Haute-Provence
Département INSEE	Var
Département INSEE	Vaucluse

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	29/04/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-POIA-OS1-AEV : Accroître la découverte estivale du mass./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CIRP POIA du 8 Novembre 2016	Décisionnel	Dématérialisé	08/11/2016	Accepté
CIRP POIA en consultation écrite du 26 octobre 2018	Décisionnel	Dématérialisé	26/10/2018	

Description de l'opération
<p>Le Syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional du Luberon est porteur d'une stratégie Espace valléen, stratégie pluriannuelle de développement intégré et de diversification touristique. Elle s'inscrit dans le cadre des programmes régionaux, interrégionaux et européens de la politique du Massif alpin.</p> <p>La stratégie présentée porte sur la diversification des activités touristiques par la valorisation des patrimoines naturels et culturels et se décline en 3 axes :</p> <p>1) valorisation du patrimoine par l'aménagement et l'équipement de sites 2) la connexion entre les 3 bassins de vie touristiques 3) la construction d'une offre vitrine de sentiers de découverte fédératrice à l'échelle de l'espace valléen</p> <p>Le périmètre concerné correspond aux communes de la Réserve de Biosphère Luberon Lure classées dans le massif des</p>

Alpes.

...Les partenaires associés à la co construction de la stratégie ont souhaité mettre en cohérence l'ambition du projet et le dispositif technique de mise en œuvre ; et en particulier intégrer le parti pris de collaboration territoriale comme gage de réussite du projet.

Ainsi la gouvernance se décline comme suit :

- Création d'un poste à plein temps de chargé de projet "espace valléen" basé au parc du Luberon : coordination/animation de la stratégie EV (COPII et COTECK) ; gestion administrative et financière ; suivi de l'évaluation ; suivi réseau inter-EV . Cette création interviendra suite à l'accord de financement par l'état et devrait donc pouvoir démarrer en Avril 2016 (soit 0,75ETP sur l'année 2016). Dans l'attente de l'arrivée du chef de projet, c'est Mylène MAUREL, chargée de mission agriculture tourisme au parc du Luberon qui coordonnera le dossier, en continuité de la construction de la stratégie et du plan d'action (soit un équivalent sur l'année de 0,2 ETP)

- Financement de 0,2 ETP de référent EV dans les 3 bassins de vie touristique (ces 3 référents seront désignés par les EPCI concernés et concerneront des postes existants)

Sur l'enjeu 3 (construction de l' offre vitrine), 0,4 ETP seront mobilisés en interne (postes existants)

Des Rencontres du tourisme durable seront organisées annuellement et constitueront une instance de concertation largement ouverte aux acteurs du tourisme.

Objectifs recherchés :

- Mise en œuvre efficace du plan d'action : une équipe projet en cohérence avec la stratégie (3 étages) et ancré dans le territoire
- Implication des EPCI ayant la compétence tourisme et bonne articulation parc (pilote) et EPCI/OT
- Accroissement de la collaboration entre bassin de vie touristique.

Résultats escomptés (cible visée)

- Un chef de projet recruté et opérationnel
- Des référents de bassins mobilisés (cf convention multipartenariale)
- Un forum organisé

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/01/2016	Fin : 31/12/2019
<p>Dès 2016 : mise en place du dispositif dans son intégralité : embauche chef de projet, conventionnement avec EPCI ou OT pour les 3 référents et mission des techniciens du parc sur enjeu 3</p> <ul style="list-style-type: none"> • Début 2016 : Création du poste à plein temps de chargé de projet "espace valléen" basé au parc du Luberon : coordination/animation de la stratégie EV (COPII et COTECK) ; gestion administrative et financière ; suivi de l'évaluation ; suivi réseau inter-EV • Début 2016 : Financement de 0,2 ETP de référent EV dans les 3 bassins de vie touristique (ces 3 référents seront désignés par les EPCI concernés et concerneront des postes existants) • 31 mars 2016 : Rencontre du tourisme durable qui lancera sur le terrain le plan d'action 		

DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	TTC
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (TTC)
Dépenses de communication de l'opération événement publication promotion	Direct	Fonctionnement	15 228,00 €
Dépenses de déplacement, de restauration, d'hébergement déplacement, restauration, hébergement	Direct	Fonctionnement	6 000,00 €
Dépenses de personnel salaires et charges	Direct	Fonctionnement	190 761,00 €
Total :			211 989,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Non
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non

**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional			40,00	84 795,60			
RÉGION	Provence-Alpes- Côte d'Azur			20,00	42 398,00			
ETAT	Services du Premier ministre	Impulsion et coordination de la politique d'aménagemen t du territoire		20,00	42 398,00			
Total co- financier				80,00	169 591,60	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				20,00	42 397,40			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	211 989,00	0,00	0,00	0,00

INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - POIA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

Etant donné l'état d'avancement du projet sur 2016/2018 du point de vue financier (près de 14 000 € de FEDER non consommé selon estimation du porteur) et vu le contexte global de non financement de nouveaux dossiers pour l'animation des espaces valléens, le partenariat (service montagne des 2 régions + CGET) a autorisé la prolongation des dossiers sans demande complémentaire de FEDER. Le plan de financement de l'année 2019 sera revue courant 2019 avec les cofinancements du FNADT et de la Région SUD. Accord pour prolongation jusqu'au 31.12.2019.

De plus, l'Autorité de Gestion a constaté que le dossier avait été conventionné en dossier simple et pas en projet multipartenaires comme initialement demandé, avec notamment des dépenses de personnel affecté dans d'autres intercommunalités. Cet avenant permet donc de régulariser cette erreur initiale.